

# Conjoncture économique et politiques sociales

La France – comme le reste du monde – n’est pas sortie de la crise sanitaire démarrée il y a un an et demi avec la diffusion hors de Chine d’un nouveau coronavirus. Pour autant, le développement de vaccins efficaces, au moins contre les formes graves, permet d’envisager une levée des restrictions sanitaires, levée qui ne pourra qu’être lente et progressive – notamment en raison de l’apparition de nouveaux variants.

En 2020, l’économie française s’est contractée de 8 %, un niveau inédit qui est principalement la conséquence du premier confinement du printemps 2020. Malgré un deuxième confinement en réaction à la deuxième vague à l’automne 2020, cette contraction forte est cependant moins marquée que les prévisions de l’été dernier, qui anticipaient une récession entre 10 % et 12 % du PIB, voire 14 % en cas de seconde vague.

Pour 2021, la note de conjoncture de l’Insee publiée en juillet s’attend à une croissance de 6 % qui permettrait de revenir, au dernier trimestre, au niveau d’avant crise (le dernier trimestre 2019).<sup>1</sup> À première vue, ces prévisions ont été revues à la hausse par rapport à celles du printemps 2021 mais sont inférieures à celles de 2020, avec une hausse nominale attendue de 7 % à 8 % du PIB.

Pour autant, compte tenu de la récession moins marquée en 2020, le niveau de départ est plus élevé, et la situation de l’économie française fin 2021 serait donc meilleure qu’attendue. La croissance française conserverait cette dynamique en 2022, ce qui limiterait les pertes de croissance par rapport à la trajectoire dessinée en 2019 à seulement 1,6 % du PIB.<sup>2</sup>

Ces prévisions optimistes se répercutent sur l’évolution attendue du chômage. Dans la même note de conjoncture, l’Insee espère un taux de chômage de fin 2019 à fin 2021, autour de 8 %. Attention toutefois : il est trop tôt pour tirer les conséquences sociales de la crise. D’autres prévisions, dont celles de l’Assurance chômage, anticipent une hausse à 9 % d’ici à fin 2021, niveau qui se maintiendrait en 2022. Le différentiel pourrait s’expliquer paradoxalement par la prolongation de la crise sanitaire et des mesures pour y faire face : celles-ci retardent le moment où les entreprises devront faire le bilan de leurs finances et en tirer les conséquences sur le niveau de l’emploi.

Il est donc réaliste de s’attendre à une montée du chômage courant 2022, en fonction des modalités de sortie du soutien public massif aux entreprises. De même, sur le plan de la pauvreté et de l’exclusion sociale (et outre le fait que les données disponibles les plus récentes concernent 2019), dans la mesure où le chômage multiplie le risque de pauvreté ou d’exclusion par 3,5<sup>3</sup>, il faut s’attendre à de mauvaises nouvelles en 2022. Surtout, la crise a détérioré le climat social sur d’autres plans, santé mentale et confiance dans les institutions en premier lieu.

Une conséquence en revanche visible immédiatement de la crise est une situation des finances publiques encore plus dégradée, avec une augmentation de 20 % de la dette publique – de 100 % à 120 % du PIB.

Ces mauvais chiffres sont à nuancer : d’une part, ils sont le reflet du soutien indispensable à l’économie et au système social et de santé, qui se sont révélés « payants » en termes économiques. D’autre part, les taux d’intérêts payés par l’État français, toujours historiquement bas, permettent de limiter les inquiétudes sur la capacité à rembourser la dette publique, au moins à court terme.

---

<sup>1</sup> Insee, *Note de conjoncture, juillet 2021*

<sup>2</sup> *Id.*

<sup>3</sup> Insee, *Une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire ou de privation matérielle et sociale, 1<sup>er</sup> septembre 2021*. Cette note résume également d’une manière particulièrement éclairante les différentes mesures de la pauvreté.

Cependant, il faut avoir conscience que, sauf réformes conséquentes de l'action publique et notamment du système social français, cette situation restera aussi dégradée, au moins au cours de la décennie 2020. Il faut donc attendre des réformes d'ampleur qui, si elles restent dans la continuité des réformes précédentes, risquent d'exprimer la volonté de réduire à court terme les dépenses publiques, au détriment de réformes structurelles qui pourraient à la fois améliorer les services publics et sécuriser leur financement à moyen et long terme. Comme le présent Document de rentrée sociale en apporte l'exemple, une intervention de l'État à la hauteur des besoins de la société, notamment un système de protection sociale universel, s'apparente à un « investissement » « rentable » si l'on dépasse une vision purement comptable.

Les politiques sociales qui seront menées cette année sont doublement tributaires de l'élection présidentielle. Il ne faut pas s'attendre à ce que des mesures structurantes soient prises, à moins de sept mois du premier tour, et ce malgré des besoins identifiés parfois de longue date par les acteurs de terrain. Il est donc à espérer que ces mesures, et plus largement, les moyens de renforcer la cohésion sociale, soient débattus lors de l'élection, afin d'asseoir, sur un consensus large, une rénovation ambitieuse du modèle social français.

Uniopss, le 8 septembre 2021